



CERTIFICAT QUALIBAT « RGE »



ACCREDITATION
N°4-0523,
LISTE DES SITES ET
PORTÉE DISPONIBLE
SUR WWW.COFRAC.FR

NUMÉRO E-E77056

VALABLE JUSQU'AU 02/06/2024

ÉDITÉ LE 06/06/2023

SITUATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

Date de création : 20/12/2001

Forme juridique : SARL

Capital : 7 500

Raison sociale : BELLAYER SARL

5 RUE RENAN
87200 SAINT JUNIEN

Registre du commerce ou répertoire des métiers :
RC LIMOGES 440167567

Siret : 440 167 567 00039

Code NACE : 4322B

Numéro caisse de congés payés : 875208 02 02

Assurance Responsabilité Travaux :

MUTUELLE DE POITIERS ASSURANCES GL1313107 R79 4380A

Assurance Responsabilité Civile :

MUTUELLE DE POITIERS ASSURANCES GL1313107 R79 4380A

Situation fiscale et sociale : A jour au 31/12/2022

Téléphone : 05 55 77 53 02

Portable : 06 71 04 44 04

Fax :

Site Internet :

E-mail : sarl.bellayer@wanadoo.fr

Responsabilité légale :

BELLAYER MICHEL GÉRANT

Effectif moyen : 5

Tranche de classification : EFF1

QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

Code	Qualification(s) en cours de validité	* Date d'attribution
5211	Remplacement de chaudière gaz/fuel en logement individuel Mention RGE	26/01/2021
5221	Installation d'appareil de chauffage bois indépendant : poêle et insert	03/06/2020
5222	Installation de chauffage avec chaudière bois en habitat individuel, collectif et tertiaire inférieur à 1000 m ²	03/06/2020

Catégories de travaux RGE couvertes

Catégories	Date d'attribution
o Chaudières à haute performance énergétique ou à micro-cogénération gaz	01/01/2021
o Chaudière bois	01/01/2021
o Poêle ou insert bois	01/01/2021
o Radiateurs électriques, dont régulation.	01/01/2021

* ou du plus récent renouvellement

LE PRÉSIDENT
DE QUALIBAT

Gérard SÉNIO

SIGNATURE
DU TITULAIRE

AGENCE
QUALIBAT

AGENCE DE LIMOGES
CENTRE REGIONAL DU BATIMENT
6 ALLEE DUKE ELLINGTON
B.P. 40012
87067 LIMOGES CEDEX 3

La (ou les) qualification(s) « RGE » atteste(nt) de la conformité aux exigences applicables à la « Reconnaissance Garant de l'Environnement », suivant le « référentiel pour l'attribution et le suivi d'une qualification professionnelle d'entreprise et la délivrance du certificat », ainsi que les éventuelles exigences complémentaires et/ou particulières associées aux qualifications ci-dessus, en vigueur à la date de la demande.